



## Bulletin de l'association de géographes français

Géographies

94-4 | 2017

Iran, la difficile renaissance d'une nation marginalisée

---

# L'Iran, puissance régionale émergente

*Iran, an emerging regional power*

**Bernard Hourcade**



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/bagf/2463>

DOI : 10.4000/bagf.2463

ISSN : 2275-5195

### Éditeur

Association AGF

### Édition imprimée

Date de publication : 31 décembre 2017

Pagination : 638-652

ISSN : 0004-5322

### Référence électronique

Bernard Hourcade, « L'Iran, puissance régionale émergente », *Bulletin de l'association de géographes français* [En ligne], 94-4 | 2017, mis en ligne le 31 décembre 2018, consulté le 02 mai 2019. URL : <http://journals.openedition.org/bagf/2463> ; DOI : 10.4000/bagf.2463

---

Bulletin de l'association de géographes français

# ***L'Iran, puissance régionale émergente*** (IRAN, AN EMERGING REGIONAL POWER)

**Bernard HOURCADE\***

RÉSUMÉ – Depuis l'Accord sur le nucléaire de 2015, la République islamique d'Iran, n'est plus soumise aux sanctions internationales. On assiste à une « renaissance » et non d'un « retour » de l'Iran impérial. Le pays est profondément transformé : un nouveau nationalisme catalyse l'unité du pays, la société est marquée par la socialisation des femmes, et l'islam politique a subi la sécularisation et l'expérience du pouvoir. Désormais, il y a deux « gendarmes » rivaux de part et d'autre du golfe Persique. La République islamique d'Iran et les monarchies pétrolières, dont l'Arabie saoudite, sont deux puissances régionales émergentes qui n'existaient pas il y a quarante ans et dont dépend la sécurité du Moyen Orient.

Mots-clés : Iran – Arabie saoudite – Puissance régionale – Nationalisme – Islam politique – Guerre Irak-Iran – Changement social – Chiisme.

ABSTRACT – Since the Nuclear Agreement of 2015, the Islamic Republic of Iran is no longer subject to international sanctions. We are witnessing a "renaissance" and not a "return" of imperial Iran. The country is deeply transformed: a new nationalism catalyzes the unity of the country, the society is reshaped by the socialization of women, while political Islam has undergone secularization and the experience of power. Today, there are two rival "policemen" on both sides of the Persian Gulf. The Islamic Republic of Iran and the oil monarchies, including Saudi Arabia, are two emerging regional powers that did not exist forty years ago and on which depends the security of the Middle East

Key words: Iran – Saudi Arabia – Regional Power – Nationalism – Political Islam – Iraq-Iran War – Social Change – Shiism.

Le 14 juillet 2015, les plus grandes puissances du monde (États-Unis, Russie, Chine, Royaume Uni, France, Allemagne), sous l'égide de l'Union Européenne, ont signé avec l'Iran, après de longues et difficiles négociations, un accord garantissant le caractère non militaire du programme nucléaire iranien et la levée des sanctions économiques internationales qui bloquaient tout développement économique et social de l'Iran. Cet accord technique (connu sous le sigle anglais de JCPOA - *Joint Comprehensive Plan of Action* -) est en fait un changement politique majeur, car pour la première fois depuis la

---

\* Géographe, Directeur de recherche émérite au CNRS, Mondes iraniens, 27 rue Paul Bert 94200 Ivry.–  
Courriel : bernard.hourcade@cnrs.fr

chute du régime impérial en 1979, les États-Unis reconnaissent dans les faits, la République islamique d'Iran, avec les autres puissances comme témoins. Après presque quatre décennies d'isolement volontaire - par son hostilité aux États-Unis - ou imposée en retour par la communauté internationale, l'Iran qui a subi la guerre Irak-Iran (1980-1988), entamait alors une nouvelle page de son histoire. Il s'agit de la « renaissance » d'un Iran nouveau, encore mal connu, et non au « retour » de l'Iran « impérial » tel qu'il était avant la révolution islamique. A l'évidence, la République islamique d'Iran est un objet politique nouveau qui a rompu de façon radicale avec l'Iran impérial, monarchique, pro-occidental, « gendarme du Golfe » et rempart contre l'URSS.

Le contexte économique et social a également changé. Depuis 2015, les entreprises internationales ont à nouveau la possibilité de bénéficier des grandes opportunités offertes par l'Iran qui n'a pas participé à la mondialisation, alors que les monarchies pétrolières qui ont vécu leurs « quarante glorieuses » quand l'Iran était ostracisé, commencent à traverser des crises internes. La République islamique découvre ainsi de nombreux nouveaux « amis » qui font le voyage de Téhéran et découvrent la réalité complexe des 80 millions d'Iraniens dont la réalité ne correspond pas toujours aux clichés simplistes de la « menace iranienne », du « pays de grande civilisation » ou des « grandes opportunités » économiques. La société iranienne n'est plus celle des années 1970 car elle est massivement urbanisée et instruite, et a vécu la difficile expérience d'une révolution politique, de l'islam politique, de la guerre Irak-Iran (1980-1988) et de l'isolement économique. Dans ce contexte de changements souvent dramatiques, les Iraniens sont restés attachés à leur patrimoine culturel [Bromberger 2013], mais en transformant ces héritages pour en faire de nouvelles dynamiques. C'est notamment le cas avec un nationalisme combinant résistance et ouverture [Hourcade 2016 b], la socialisation des femmes qui a durablement transformé les rapports sociaux ou la créativité artistique qui connaît un rayonnement international dans le cinéma [Devictor 2004] ou la photographie [Ghabaian 2017].

Après quatre décennies de marginalité, l'émergence de l'Iran est donc complexe et globale. Ce changement n'est pas sans provoquer des inquiétudes et des oppositions dans les pays qui avaient toujours dénoncé la « menace iranienne ». Les Européens, la Chine et la Russie restent attachés l'Accord sur le nucléaire qui encadre positivement l'émergence de l'Iran, mais les États-Unis, l'Arabie saoudite et Israël entendent continuer de « contenir » l'émergence iranienne qui est perçue comme un défi et même un danger majeur. L'Arabie saoudite ne veut pas perdre sa position de puissance régionale dominante. Il y a désormais deux « gendarmes » rivaux de part et d'autre d'un golfe qui a toujours été Persique, mais dominé depuis plusieurs décennies par les pays arabes riverains soutenus par les États-Unis et leurs alliés.

## 1. La nouvelle identité politique de l'Iran

L'identité et les dynamiques politiques de l'Iran sont complexes et ne se réduisent pas à l'islam chiite militant, à l'exigence de liberté et de mondialisation, ou la nostalgie d'un Iran ancien souvent mythifié. Nationalisme, islam et mondialisation forment en fait les trois composantes indissociables de l'identité iranienne. La vie politique iranienne consiste à maîtriser de l'interaction entre ces trois composantes [Hourcade 2006]. Les crises viennent de la place trop importante ou trop faible donnée à un des trois éléments : le régime impérial avait sous-estimé la dimension islamique, et la Révolution islamique a marginalisé l'ouverture au monde, mais après presque quarante années de République islamique, les nouveaux rapports de forces semblent donner au nationalisme une force nouvelle, capable de cristalliser les dynamiques nécessaires à la renaissance du pays.

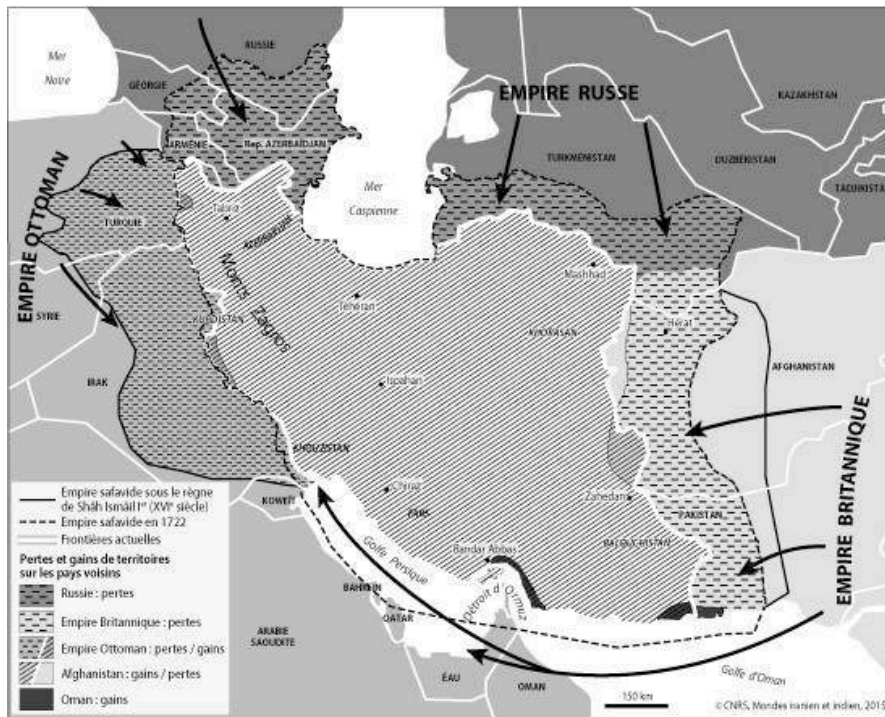
### 1.1. Nationalisme et territoire

L'attachement au territoire national est certainement le sentiment le mieux partagé par tous les Iraniens. Contrairement aux idées reçues, l'Iran moderne est une nation, pas un empire [Hourcade 2016a, p. 15]. Comme l'a clairement démontré Xavier de Planhol [Planhol 1993, pp. 495-591], il existe une « *étroite symbiose de l'homme et la terre nourricière, un trait majeur de l'identité iranienne, et sans doute le secret de sa persistance inégalée* » [Planhol 2010]. Les Iraniens sont en effet le seul peuple au monde établi depuis plus de cinq millénaires sur le même territoire, le plateau iranien (*sarzamin-e irân*), et doté d'une entité politique constante, bien que de forme changeante : empire Achéménide au Ve siècle av. J.-C., simples provinces des empires arabe, turc ou mongol, puis royaume indépendant depuis le XVIe siècle.

Ces populations indo-européennes parlant des langues « iraniennes » diverses (persan, kurde, baloutche, pashto, lori...) [Digard 1988], ont toujours conservé leur sentiment identitaire « aryen » (iranien) et la crainte obsidionale d'être entouré de populations, d'États et de forces hostiles : Turcs et Arabes, empires Ottoman, tsariste et des Indes britanniques, URSS et États-Unis, monarchies pétrolières. De fait les Iraniens ont subi de nombreuses invasions (Grecs d'Alexandre, Arabes, Turcs, Mongols...), ont longtemps perdu leur indépendance politique, mais ont toujours conservé leurs langues, leur culture et leur territoire sans pour autant se fermer au monde extérieur. Les Iraniens ont en effet intégré à leur culture les composantes apportées par leurs envahisseurs : philosophie grecque, religion islamique, alphabet – mais non langue – arabe, organisation politique et militaire turque, science et technologies occidentales [Richard 1989].

La Perse, appelée « Iran » depuis 1935, la région où la langue persane était dominante, est devenue au XVIe siècle un royaume indépendant moderne

fondé par la dynastie turque des Safavides, autour du chiisme, avec Ispahan pour capitale, au cœur du plateau iranien. Ce vaste État syncrétise sur son territoire, toute l'histoire des Iraniens. La force de son identité est liée à sa capacité de résistance culturelle, économique, politique ou à défendre ses frontières plus qu'à exporter ses idées ou à conquérir ou coloniser des territoires étrangers. Les Safavides avaient créé un « royaume » centré sur le plateau iranien et non un « empire » composé d'entités disparates et mal unies [Matthee 2010, Fragner 2001].



**Figure 1 – Les frontières de l’Iran. La terre d’Iran et ses périphéries.**

Depuis le XVI<sup>e</sup> siècle, l’Iran a perdu la possession des zones tampons qui entouraient le royaume Safavide, mais cherche toujours à y conserver une influence.

Les frontières de l’Iran actuel (Fig. 1) n’ont guère changé depuis cinq siècles. Le cœur du pays reste le même, et seules les provinces périphériques qui protégeaient le centre du royaume (Transcaucasie, Turkménistan, Province de Hérat, Mésopotamie orientale, rives du golfe Persique), ne sont plus sous le contrôle politique direct d’Ispahan ou de Téhéran, mais sont restées des zones-tampon essentielles pour la sécurité de l’Iran. La guerre Irak-Iran a confirmé l’importance de cette stratégie géopolitique et explique la politique iranienne

actuelle dans la région. Pour les vétérans de la guerre qui forment toujours les élites politiques du pays, la résistance à l'invasion, grâce l'unité des Iraniens pour défendre leur territoire national (et par voie de conséquence la République islamique), a permis d'éviter que l'Iran ne revive l'invasion de la Perse par les Afghans et la chute de la dynastie safavide en 1722. Au cours de l'histoire moderne, jamais l'Iran chiite n'a conquis ou colonisé de territoires arabe, turc ou indien, parce qu'il n'en avait pas les moyens militaires, mais surtout car ce n'était pas son ambition. La puissance de l'Iran ne se mesure pas à l'étendue des territoires dominés ou sous influence, mais à sa capacité de renforcer le cœur du territoire national, au besoin par des opérations extérieures ponctuelles. C'est dans ce cadre géopolitique national que se situe la renaissance actuelle du pays.

### ***1.2. Le renouveau du nationalisme iranien***

Le régime impérial des Pahlavi (1923-1979) avait construit l'État iranien et sa nouvelle identité nationale, ouverte à l'international, autour de la culture des empires préislamiques Achéménides et Sassanides, en opposition à la culture islamique. Les conflits violents entre le régime impérial et le clergé chiite ont ainsi émaillé toute l'histoire de l'Iran au XXe siècle. Le nationalisme iranien et la culture de « l'Iran éternel » furent ainsi assimilés à la « modernité » tandis que l'islam chiite symbolisait « le retour au Moyen-âge ». De fait, la République islamique a longtemps combattu les symboles de l'Iran préislamique « national » pour les remplacer par des références chiïtes, mais cette opposition binaire entre le nationalisme iranien « moderne » et l'islam chiite « passéiste » n'est plus vraiment opératoire car la République islamique a largement fondé sa pratique politique en prenant à son compte le sentiment national.

La crainte suscitée par la révolution islamique de 1979 a longtemps isolé l'Iran de la communauté internationale. La « menace iranienne », idéologique et aux ambitions mondiales, visait tous les pays de la région, les pays Occidentaux et même parfois l'URSS. C'était là une pratique agressive en rupture avec la priorité iranienne millénaire de défense de la « nation » contre les nombreux envahisseurs qui ont dominé le pays, des Grecs aux Mongols en passant par les Arabes et les Turcs. L'Iran révolutionnaire eut en effet une portée mondiale qui a dépassé la seule émergence spectaculaire de l'islam politique qui a souvent occulté d'autres facteurs. La composante principale de la « menace iranienne » fit d'abord soviétique. Avec ses 2670 km de frontières communes avec l'URSS, l'Iran puissamment armé par les États-Unis, était en effet chargé de contenir militairement les possibles ambitions russo-soviétiques « d'accès aux mer chaudes » et au pétrole du golfe Persique. En imposant le départ immédiat des troupes étrangères puis en prenant en otage les diplomates américains, la République islamique resta longtemps soupçonnée d'être – de

facto – un proxy soviétique. « A bas l'Amérique » (*marg bar amrika*) fut pendant des décennies le slogan le plus populaire des manifestations contre le « Grand Satan » américain.

Pour les régimes autoritaires de la région, surtout l'Irak et l'Arabie, la « menace iranienne » était plus immédiate et explicitement politique. Le pouvoir révolutionnaire dont la devise était « indépendance, liberté, république islamique » appelait en effet « les peuples musulmans à renverser les régimes despotiques et soumis à l'impérialisme ». La « menace » visait Israël, ce qui donnait à la révolution iranienne une popularité certaine dans le monde islamique et les pays du « Tiers monde » en lutte contre « l'impérialisme américain » [Digard et al. 2007].

Ce discours politique dirigé vers l'extérieur était de nature à affaiblir le nationalisme iranien qui avait toujours constitué la base de l'identité iranienne, et donc fragiliser le pays et compromettre son émergence comme puissance régionale. Cette situation a été renversée par la guerre Irak-Iran, initiée par l'invasion de l'Iran par les forces de Saddam Hussein le 22 septembre 1980 et qui a inversé la direction de la menace. La République islamique s'est trouvée en position de victime agressée par « l'oppression mondiale » et a pu renverser la situation à son profit. Cette invasion du territoire national a provoqué une dynamique d'union nationale paradoxale entre le nouveau pouvoir islamique encore fragile, les courants nationalistes favorables au régime impérial déchu et les libéraux déçus par l'hostilité américaine. Pour la première fois de son histoire, l'armée iranienne construite par Réza Chah dans les années 1930 et rendue puissante par les États-Unis et Mohammad-Réza Pahlavi, combattait pour défendre le territoire national (*sarzamin-e irân*), la Patrie, mais sous la direction d'un pouvoir islamique contrôlé par le clergé chiite.

Cette union forcée des nationalistes autour du gouvernement islamique a sauvé la jeune République islamique et donné durablement le pouvoir aux vétérans de cette guerre, qu'ils soient anciens miliciens (*bassiji*) ou Gardiens de la Révolution, qui incarnent désormais cette double légitimité islamique et nationale qui occupe une place centrale dans la politique iranienne. Dans l'interminable conflit sur le nucléaire (2003-2015), les discours idéologiques enflammés n'ont pas manqué, mais Téhéran a toujours cherché *in fine* à assurer sa « défense nationale » et son développement économique. Après la levée des sanctions internationales en 2015, le thème politique majeur du Guide suprême Ali Khamene'i pour protéger l'indépendance et l'identité iranienne et assurer la stabilité du régime islamique, est la « résistance » dans tous les domaines, économique, culturel et militaire.

En combattant par la force les oppositions régionales et politiques, mais surtout en renforçant le centralisme du système politique et administratif et en contrôlant les moyens de communications ou d'éducation, la République islamique a construit une unité nationale jamais égalée. C'est ainsi que l'adhésion des Iraniens au système républicain est un fait établi comme le

confirment les protestations lorsque les élections sont entachées d'irrégularités comme en 2009, ou la géographie électorale qui montre que les divisions politiques ont plus d'importance que les disparités ethniques [Hourcade 2016 b, [www.irancarto.cnrs.fr](http://www.irancarto.cnrs.fr)].

Le renouveau du nationalisme est utilisé par toutes les forces politiques en présence. Les opposants au régime islamique voient dans l'Iran préislamique un moyen consensuel pour mobiliser des foules autant qu'une volonté de retourner au régime impérial. Ils sont de plus en plus nombreux à se réunir tous les ans à Pasargades autour du tombeau de Cyrus, mais leur audience est loin de toucher les 80 millions d'Iraniens. Au lieu d'être le catalyseur des diverses composantes de l'identité iranienne, ce repli identitaire sur « l'aryanité » du pays pourrait devenir, comme le fut longtemps l'islam politique, un facteur d'isolement, un retour au passé, rendant difficile l'ouverture économique et culturelle exigée massivement par la société iranienne.

## **2. Dynamiques et potentiels d'un pays affaibli**

L'Iran de 2015 a subi révolution, guerre, drames politiques, sociaux et culturels, émigration des élites et stagnation de son économie. L'Iran est sorti affaibli par ces crises, est passé à côté de la mondialisation, mais n'a pas subi les guerres civiles qui ont ravagé plusieurs pays voisins. La société iranienne a toujours été assez forte pour imposer des limites aux drames et imposer aux gouvernements un consensus national, pragmatisme qui lui permet de « résister », de survivre et maintenant de relever les défis de la renaissance rendu possible depuis 2015 [Hourcade 2016 a].

### **2.1. Une société blessée et dynamique**

Sur 550 hectares de terrains au centre-nord de Téhéran, le Shahestan Pahlavi devait être le nouveau centre international des affaires et du gouvernement iranien édifié *ex nihilo* par les plus grands architectes internationaux [Hourcade 1992]. Après le boom pétrolier de 1974, l'Iran s'imposait à l'évidence comme le cœur politique et économique du Moyen orient. A cet emplacement se trouve aujourd'hui, un vaste jardin public peu fréquenté tandis que Dubaï est devenu la capitale économique de l'Iran [Adelkhah 2012]. L'Iran est passé à côté de la mondialisation, mais la société iranienne n'a jamais cessé d'évoluer. Cette transformation fut globale, à la fois culturelle (éducation), géographique (urbanisation), sociale (socialisation des femmes) et politique (sécularisation de l'islam politique).

L'augmentation du taux d'alphabétisation (population de plus de 6 ans) est passé de 47,5% en 1976 à 87,6% en 2016, et le nombre d'étudiants de 170 000 en 1979 à plus près de cinq millions en 2015 [Statistical Center of Iran 2017]. Plus de 500 000 étudiants sont diplômés chaque année. La création de l'Université



Libre islamique (*Daneshgâh azâd eslâmi*) implantée dans tout le pays et notamment dans les petites villes, a permis cette démocratisation de l'enseignement supérieur, et surtout son ouverture massive aux femmes qui sont, comme partout, majoritaires (plus de 60%). Le niveau scientifique n'est pas toujours excellent, mais l'Iran dispose d'universités d'excellence (Amir Kabir, Sharif), dont le niveau est équivalent à celui des meilleures universités américaines ou européennes. Maryam Mirzakhani, la première femme à obtenir la médaille Fields de mathématiques en 2015 avait été formée en Iran avant d'émigrer aux États-Unis. L'exode des cerveaux est cependant massif dans les disciplines scientifique et techniques, mais le capital de personnel qualifié vivant en Iran reste sans commune mesure avec celui des pays voisins, donnant à ce pays de grandes capacités pour entreprendre une reconstruction économique.

Le développement des villes (74% de population urbaine en 2016) a profondément transformé la géographie sociale d'un pays où les villages et le nomadisme ont longtemps formé le cadre de la vie sociale et culturelle. Les grandes métropoles régionales (Mashhad, Ispahan, Tabriz, Chiraz, Ahwaz) ont désormais plus d'un million d'habitants [Hourcade *et al.* 1998] et sont entourées de banlieues où vit une population nouvelle mal connue, mais qui participe à la nouvelle société urbanisée [Habibi & Hourcade 2005]. Karaj, à l'ouest de Téhéran, a deux millions d'habitants mais n'était qu'un bourg de 50 000 habitants en 1960. Quant à la capitale iranienne, malgré ses 8 millions d'habitants, elle reste encore « village » comparée à Dubaï. L'isolement culturel, économique et politique de l'Iran pendant quatre décennies a créé un fossé entre la réalité vécue par les Iraniens et les aspirations d'une société largement intégrée dans la mondialisation mais seulement de façon virtuelle, via Internet et le bon niveau d'instruction. La culture et l'économie internationales restent très restreintes en Iran, très concentrées sur la seule capitale où vivent la plupart des rares personnels étrangers expatriés.

Le changement le plus profond de la société iranienne concerne la socialisation des femmes. Malgré les nombreuses lois et pratiques islamiques destinées à marginaliser les femmes ou à encadrer la vie sociale et familiale (abolition dès 1979 de la Loi sur la famille de 1967), la dynamique de socialisation des femmes iraniennes n'a fait que s'accélérer [Kian 2002]. Les évolutions les plus remarquables concernent les femmes d'origine modeste et de culture traditionnelle islamique, qui ont été encouragées par le clergé chiite à se mobiliser pour combattre le régime impérial puis le pouvoir du clergé, ont accédé en nombre à l'espace public lors des manifestations de masse de la Révolution puis pour gérer la vie quotidienne de leur famille pendant que les hommes étaient sur le front de la guerre. Cette socialisation s'est faite malgré ou grâce au voile islamique qui est imposé, mais a été pour les femmes des milieux populaires qui l'ont toujours porté, un moyen de participer à la sphère publique [Adelkhah 1991]. La cause durable du changement reste cependant la

généralisation de l'instruction des filles. La chute de la fécondité passant de 6,4 enfants par femme en 1986 à 2,1 en 2003 [Ladier-Fouladi 2003], constitue une vraie révolution culturelle dans la nature de la famille et les rapports homme-femme. Le « modèle » de la femme iranienne qui a su combattre pour prendre une place inédite dans la vie sociale, politique ou artistique du pays est regardé avec intérêt par les pays voisins où domine le conservatisme. C'est là une des composantes les plus fortes de l'émergence de l'Iran.

## ***2.2. L'économie : un potentiel et une longue route***

La reconstruction économique de l'Iran est la condition première pour combler le fossé qui existe entre les attentes et souvent les revendications de la société iranienne, et ce que peut ou veut donner le gouvernement. Même si les besoins de base de la population et le fonctionnement quotidien du pays sont assurés, l'économie iranienne est à reconstruire, et de nombreuses années seront nécessaires pour que l'Iran retrouve sa place « légitime » dans la région. En effet, les blocages politiques intérieurs sont grands car les nouvelles élites issues de la révolution et de la guerre, liées au clergé et aux anciens combattants (principalement les anciens miliciens et les Gardiens de la révolution), ont mis en œuvre avec un certain succès une « économie de résistance » qui a permis au pays de survivre aux sanctions, mais qui est réticente à toute ouverture. Ce nationalisme économique cache en fait une très faible expérience d'une économie mondialisée. L'économie iranienne est toujours dominée par l'État, les institutions parapubliques et les fondations religieuses ; elle doit profondément se transformer pour s'adapter aux règles, aux pratiques et aux outils de l'économie mondiale actuelle. La production industrielle locale permet de satisfaire une grande partie des besoins de base (automobiles, textile, pharmacie, électro-ménager, engrais...), mais l'Iran n'exporte quasiment pas de produits manufacturés. En 2015, les pistaches et les tapis étaient encore les premiers produits exportés après les produits pétroliers dont dépend toujours l'économie iranienne.

La mise à niveau technologique de l'industrie pétrolière, chimique et surtout gazière exige des investissements massifs – dix à quinze milliards de dollars par an - pendant au moins dix ans. L'Iran qui dispose des secondes réserves mondiales de gaz, n'a quasiment pas exploité le gigantesque gisement de South Pars partagé avec le Qatar dont les raffineries fonctionnent depuis trente ans. Le retour en Iran des entreprises étrangères est spectaculaire, le potentiel de croissance iranien est un des plus prometteurs au monde et le redressement économique récent une réalité, mais les réalisations restent modestes. En effet, à la « résistance » nationale vient s'ajouter la politique américaine qui maintient *de facto* les sanctions économiques qui devaient être levées après l'accord de 2015 sur le nucléaire. Cette perpétuation du conflit politique qui oppose Téhéran et Washington depuis la prise en otages des diplomates

américains en 1979 semble être la clé de l'émergence ou de l'endiguement de l'Iran comme puissance régionale.

### ***2.3. Vers la sortie de l'islam politique ?***

En 1979, la révolution islamique d'Iran avait fait de l'islam politique un objet politique nouveau par son ampleur et ses conséquences internationales. Presque quatre décennies plus tard, la sécularisation de la vie politique et de la société est devenue évidente, malgré la visibilité et le pouvoir du clergé chiite [Chelly 2017]. Dans la devise « Indépendance, liberté, république islamique », le nationalisme a assuré l'indépendance, la société se mobilise pour la liberté, et la « république » semble prendre le pas sur « islamique ». Au Parlement élu en 2016, il y a plus de femmes (17) que de religieux, et les technocrates, bons musulmans mais laïcs, font fonctionner le pays au plus haut niveau. Le pouvoir du Guide suprême reste fort, mais le pragmatisme de ses décisions, la défense des « intérêts nationaux » l'emporte de plus en plus sur l'idéologie. Dans le domaine des droits de l'Homme ou des libertés intellectuelles et politiques, les conflits restent souvent violents, mais les impératifs de l'ouverture économique et surtout la montée des générations de jeunes adultes nés après la Révolution, imposent au gouvernement de tenir compte des nouveaux rapports de force pour éviter des crises trop graves et assurer la stabilité politique du régime.

En acceptant de négocier la question du nucléaire avec le « Grand Satan » américain, les plus hautes instances religieuses de la République islamique, mais aussi les vétérans de la guerre et de la révolution qui dirigent toujours le pays ont fait le constat que la sécularisation de la vie politique iranienne était un fait acquis. L'Iran serait-il en train de sortir l'islam politique dont il fait la difficile expérience, au moment où dans les pays arabes voisins on proclame que « la solution, c'est l'islam ». Une évolution paradoxale qui semble conformer la thèse d'Olivier Roy [Roy 1992] sur « l'échec de l'islam politique ». Cela ne signifie pas que l'islam chiite n'est plus une des composantes majeures de la vie sociale et politique iranienne, mais qu'un équilibre est en train de se trouver entre nation, islam et mondialisation. Cet équilibre donne à l'Iran les moyens utiles pour réussir sa renaissance. Le slogan de la « modération » prôné par Hassan Ruhani élu président au premier tour en 2013 et réélu en 2017, confirme la reconnaissance de cette évolution politique.

### **3. Iran et Arabie saoudite : deux gendarmes pour un seul golfe**

Avec la renaissance de l'Iran après quatre décennies de mise à l'écart, tous les « équilibres » politiques régionaux sont remis en cause. Les guerres de Syrie, la crise des réfugiés, le terrorisme, l'échec militaire américain en Iran et en Afghanistan, montrent que le déséquilibre des forces construit depuis 1979



un « axe des monarchies » liées aux États-Unis, entre Oman et la Jordanie (ou même l'Égypte très liée à l'Arabie), et un « axe des républiques » de Kaboul à Beyrouth en passant par Bagdad et Damas, où la Russie est active, et dans lequel l'Iran a toujours eu de l'influence, mais pas ou peu de présence.

Le temps est révolu où, en pleine guerre Froide, les visites du président Nixon en Iran (1972) et en Arabie (1974) confirmaient le soutien militaire sans limite des États-Unis aux deux « gendarmes du Golfe » après le départ des forces Britanniques en 1971. La menace était alors l'URSS. Le « boom » pétrolier de 1974, a ensuite permis à ces pays, notamment aux petits émirats indépendants depuis seulement décembre 1971 (Émirats Arabes Unis, Qatar, Bahreïn), de se lancer dans des programmes de développement, d'urbanisation et d'armement à un rythme jusqu'alors inconnu. La rupture politique fut bien sûr la Révolution islamique d'Iran résolument hostile aux États-Unis. Le plus puissant des deux « gendarmes » étant passé dans l'opposition, tout fut alors mis en œuvre pour bloquer son développement politique, idéologique économique et militaire (guerre Irak-Iran, efforts pour renverser la République islamique, sanctions et embargo économique).

Inversement les pays occidentaux ont tout fait pour favoriser les jeunes monarchies et l'Arabie saoudite dont l'islam conservateur réputé apolitique était de nature faire contre-feu à la « menace iranienne » qui favorisait *de facto* l'Union soviétique. Pendant quarante ans, les organisations religieuses saoudiennes ont pu tisser dans tout le monde musulman un réseau d'écoles et mosquées wahhabites qui jusqu'alors étaient rares en dehors de la péninsule arabique [Conesa 2016]. L'Iran de son côté renforçait ses liens avec les groupes chiïtes dispersés, et consolidait les capacités militaires et politiques du Hezbollah libanais qui est le seul succès de sa politique révolutionnaire du temps de la guerre Irak-Iran. La chute de l'URSS en 1989-1991 ne changea pas l'orientation politique des pays occidentaux dont la présence militaire n'a fait que se renforcer, et assurait directement la protection des routes du pétrole, dans le contexte de la guerre Irak-Iran puis de la libération de Koweït envahi par l'Irak de Saddam Hussein (1990). L'Iran affaibli par la guerre et soumis à des embargos multiples restait une puissance régionale marginale qui avait établi des relations de bon voisinage avec ses voisins.

La situation a changé avec les attentats du 11 septembre 2001. Malgré le soutien constant des pays Occidentaux à leurs alliés des monarchies pétrolières et leur hostilité à l'Iran (crise du nucléaire de 2002 à 2015), les événements ont paradoxalement favorisé l'Iran, le point culminant étant l'Accord du 14 juillet 2015. En chassant du pouvoir les Talibans d'Afghanistan (2001) puis Saddam Hussein (2003), les États-Unis et leurs alliés ont délivré l'Iran de ses deux principaux ennemis, longtemps soutenus par l'Arabie saoudite. Téhéran a saisi cette opportunité pour développer des relations politiques et économiques fortes avec ses voisins à nouveau fréquentables. Pour la première fois depuis plus de cinquante ans, les Iraniens pouvaient se rendre en pèlerinage à Kerbala,

au mausolée de l'imam Hossein, et les religieux dans les universités religieuses chiites de Nadjaf. Quant au gouvernement de Téhéran il renforçait dans tous les domaines son rapprochement avec le nouveau gouvernement élu de Bagdad, à majorité chiite. Le souvenir des huit années de guerre Irak-Iran restait dans les mémoires.

Pour l'Arabie et les autres monarchies pétrolières ces développements confirmaient leurs craintes, sinon d'un renversement d'alliance en faveur de l'Iran, du moins la fin d'un soutien sans condition de la part des États-Unis. Par ailleurs l'installation d'un pouvoir chiite à Bagdad était vu en Arabie wahhabite comme une anomalie historique, rompant avec l'existence de gouvernements arabes sunnites dans tous les pays de la région. Cette évolution et ces craintes ont été renforcées avec la politique de Barak Obama de retirer des troupes d'Irak et d'Afghanistan, et surtout par les Printemps arabes de 2011 et la chute des présidents Tunisien, Libyen et Egyptien. L'axe des pouvoirs monarchiques ou despotiques qui allait d'Oman à la Tunisie était gravement menacé alors que la République islamique d'Iran poursuivait lentement sa renaissance. L'accord sur le nucléaire du 14 juillet 2015 entre l'Iran et les plus grandes puissances du monde fut vécu par l'Arabie comme une étape inadmissible dans le « renversement d'alliance » des États-Unis et de leurs alliés en faveur de l'Iran. Désormais les deux pays se trouvent – virtuellement - à égalité, devant prendre leurs responsabilités de puissances régionales.

La première conséquence de l'émergence de ces deux puissances émergentes fut la guerre. La rivalité entre les deux anciens « gendarmes du Golfe » s'est traduite dans la multiplication des conflits locaux, du Yémen à la Syrie en passant par le Balouchistan, le Kurdistan et bien sûr le Liban. Les drames du terrorisme djihadiste en Irak puis en Syrie, avec leurs ramifications en Europe ont achevé de fragiliser l'Arabie et ses alliés qui avaient soutenu, directement ou non, les djihadistes pour contrer l'influence iranienne, avant que ces groupes ne se retournent contre leurs anciens mentors. Cette période de guerres par procuration montre l'incapacité des pays occidentaux à gérer les transformations des sociétés et des États de la région, mais les deux nouvelles puissances régionales ont-elles les moyens ou la volonté de trouver une solution ? Pour assurer sa sécurité et trouver un moyen de s'affirmer dans une région où l'Arabie a tissé un filet religieux et financier depuis 1979, la République islamique sait qu'elle n'a pas les capacités militaires ou politiques pour contrôler des territoires en dehors de périmètre national, mais elle mobilise tous les moyens à sa disposition pour imposer le fait qu'elle exige d'être reconnue comme une puissance régionale dont la sécurité doit être garantie et qui veut jouer pleinement son rôle mais sans en avoir l'expérience.

Une nouvelle politique régionale est à inventer pour trouver les voies d'une coexistence pacifique que devrait faciliter les réformes sociales qui s'esquissent en Arabie mais aussi la nécessité pour les clients et producteurs de pétrole et de gaz de garantir la sécurité du commerce international. On pourrait imaginer une *pax petrolea*, un pacte de sécurité régionale comparable aux Accords d'Helsinki signés en 1975 entre l'URSS et les pays occidentaux. En 2003, à l'initiative de la France, l'Europe avait obtenu un premier accord sur le nucléaire iranien et la tenue de négociations qui furent longues mais finalement concluantes. Une méthode qui pourrait être adaptée à la crise du terrorisme, dans le contexte de l'émergence de l'Iran et de l'Arabie Saoudite ?

### Références bibliographiques

- ADELKHAH, F. (1991) – *La révolution sous le voile. Femmes islamiques d'Iran*, Paris Karthala, 280 p.
- ADELKHAH, F. (2012) – *Les mille et une frontières de l'Iran. Quand les voyages forment la nation*, Paris Karthala, 386 p.
- BIANQUIS T. (1996) – « Méditerranée arabe, Asie musulmane, où passe la frontière ? », *Cahiers d'études sur la Méditerranée orientale et le monde turco-iranien*, n° 22, <http://cemoti.revues.org/134>.
- BROMBERGER, C. (2013) – *Un autre Iran. Un ethnologue au Gilân*, Paris, Armand Colin, 255 p.
- CHELLY, A. (2017) – *Iran, autopsie du chiisme politique*, Paris, Éditions du Cerf, 384 p.
- CONESA, P. (2016) – *Dr Saoud et Mr Djihad. La diplomatie religieuse de l'Arabie Saoudite*, Paris Robert Laffont, 306 p.
- DIGARD, J.-P. (ed.) (1988) – *Le fait ethnique en Iran et en Afghanistan*, Paris, CNRS. 301 p.
- DIGARD J.-P., HOURCADE B. & RICHARD Y. (2007) – *L'Iran au XXe siècle*, Paris, Fayard, 499 p.
- FRAGNER, B. (2001) – « The concept of regionalism in historical research on Central Asia and Iran. A macro-historical interpretation », in D. Deweese (ed.), *Studies on Central Asian History in honor of Yuri Bregel*, Bloomington, Indiana University Press, pp. 341-354.
- DEVICTOR, A. (2004) – *Politique du cinéma iranien. Le cinéma iranien de l'ayatollah Khomeyni au président Khâdami*, Paris, CNRS, 310 p.
- GHABAIAN, A. & TAVAKOLIAN, N. (2017) – *Iran, année 38 - La photographie contemporaine iranienne depuis la révolution de 1979*. Paris, Editions Textuel, 192 p.
- HABIBI, M. & HOURCADE, B. (2005) – *Atlas de Téhéran métropole, vol. 1 La terre et les hommes*. Téhéran, Tehran Geographic Information Center, Français 79 p., Anglais 75 p., Persan 218 p. [[www.irancarto.cnrs.fr](http://www.irancarto.cnrs.fr)].
- HOURCADE, B. (1992) – « Urbanisme et crise urbaine sous Mohammad-Reza Pahlavi » in C. Adle & B. Hourcade (eds.), *Téhéran capitale bicentenaire*, Paris/ Louvain, Peeters/Institut Français de Recherche en Iran, 386 p., pp. 206-222.
- HOURCADE, B., MAZUREK, H., PAPOLI-YAZDI M.-H., & TALEGHANI, M. (1998) – *Atlas d'Iran*. Paris, Reclus-Dokumentation Française, 192 p., 252 cartes [[www.irancarto.cnrs.fr](http://www.irancarto.cnrs.fr)].
- HOURCADE, B. (2006) – « Iran, une puissance régionale sans expérience ? », *Transcontinentales*, 2, 2006, pp. 58-71.

- HOURCADE, B. (2016 a) – *Géopolitique de l'Iran, les défis d'une renaissance*. Paris, A. Colin, 335 p.
- HOURCADE, B. (2016 b) – « Nationalism and the Islamic republic », in M. Litvak (ed.), *Constructing nationalism in Iran, from Qajars to the Islamic republic*. London, Routledge, 314 p., pp. 218-228.
- HOURCADE, B. (2016 c) – « L'Iran et le monde arabe : une rivalité dépassée ? », *Hérodote*, n°160-161, pp. 337-363.
- KIAN-THIEBAUT, A. (2002) – *Les femmes iraniennes entre Islam, État et famille*, Paris, Maisonneuve et Larose, 318 p.
- LADIER-FOULADI, M. (2003) – *Population et politique en Iran. De la monarchie à la République islamique*, Les Cahiers de l'INED, n° 150, Paris, INED-PUF, 355 p.
- MATTHEE, R. (2010) – « Was Safavid Iran an Empire ? », *Journal of the Economic and Social History of the Orient*, vol. 53, n° 1-2, pp. 233-265.
- PLANHOL, X. de (1993) – *Les nations du Prophète, manuel géographique de politique musulmane*, Paris, Fayard 894 p., (pp. 495-591)
- PLANHOL, X. de (2010) – « Le kâriz et la luzerne : Une première révolution agricole en Iran », *Studia Iranica*, vol. 39, n° 1, pp. 11-26.
- RAZOUX, P. (2013) – *La guerre Iran-Irak, Première guerre du Golfe 1980-1988*, Paris, Perrin, 604 p.
- RICHARD, Y. (1989) – *Entre l'Iran et l'Occident. Adaptation et assimilation et adaptation des idées et techniques occidentales en Iran*, Paris, Maison des sciences de l'homme, 242 p.
- RICHARD, Y. (2009) – *L'Iran de 1800 à nos jours*, Paris, Flammarion, 472 p.
- ROY, O. (1992) – *L'échec de l'islam politique*. Paris, Seuil, 255 p.
- STATISTICAL CENTER OF IRAN (2017) – *Selected Results of the 2016 National Population and Housing Census*. [www.amar.org.ir](http://www.amar.org.ir).
- VAHABI, M. & COVILLE, T. eds. (2017) – *L'économie politique de la République islamique d'Iran*, Paris, Publications de la Sorbonne, Revue internationale des études de développement, n° 229, 234p.